

Congrès AFSP 2009

Section thématique 26

Les ambiguïtés de l'action publique face aux inégalités socio-spatiales.
Etat des travaux francophones au regard des « *urban studies* »

Axe 1

Max Rousseau (Université de Saint-Étienne)

max.rousseau@univ-st-etienne.fr

Du keynésianisme spatial à l' « élitisation » de la ville : un modèle interprétatif des trajectoires des villes françaises et britanniques en déclin

« Dans une séquence diffusée le 8 juin sur Direct 8, Manuel Valls¹, dans les allées d'une brocante, soupire: "Belle image de la ville d'Evry..." Et demande à l'homme qui l'accompagne: "Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancos." (...) »

Interviewé un peu plus tard (...), Manuel Valls a tenté de rectifier le tir. "Avec les stands qu'il y avait là, le sentiment que la ville, ce n'est que cela... que ces brocantes, alors que j'ai l'idée, au fond d'une diversité, d'un mélange qui ne peut pas être un ghetto... Il faut amener une diversité sociale parce qu'il est là essentiellement le problème, pour une ville comme Evry, (...) qui manque d'un centre ville... pour accueillir ces classes moyennes, qui soient issues ou non de l'immigration..." » (*Libération*, 15 juin 2009)

Introduction

Selon le géographe Neil Smith, la gentrification constituerait désormais une « stratégie urbaine globale ». Après la récession immobilière de la fin des années 1980, N.Smith observe ainsi une « nouvelle vague de gentrification » qui se caractérise de trois

¹ M. Valls est maire d'Evry depuis 2001, député de la 1^{ère} circonscription de l'Essonne depuis 2002. Il est membre du Parti socialiste.

manières. Premièrement, la diffusion quasi universelle du néolibéralisme implique un nouveau rôle pour les municipalités qui partout favorisent la gentrification, celle-ci apparaissant désormais comme une « stratégie urbaine globale » de répression dure des luttes urbaines, de New-York à Sao Paulo en passant par Amsterdam. Deuxièmement, la généralisation de la gentrification correspond à la montée en puissance de la promotion immobilière dans l'économie urbaine et à la mondialisation du capital – les financeurs, promoteurs et constructeurs n'étant plus nécessairement liés, mais se réunissant ponctuellement sur des projets locaux. Troisièmement, N. Smith note que la gentrification s'éloigne désormais des hyper-centres pour toucher des quartiers de plus en plus éloignés ; pareillement, elle ne concerne plus seulement les principales métropoles, mais également les villes moyennes.

C'est dans le cadre de ce type d'analyses que nous avons récemment montré comment les politiques urbaines de deux villes en difficulté, Roubaix et Sheffield, étaient depuis une quinzaine d'années guidées par un référentiel de plus en plus prégnant selon lequel le retour des classes moyennes en centre-ville constituait une « solution » au déclin urbain (Rousseau, 2008a ; 2009). Dans le cadre des villes post-industrielles britanniques, il semble possible de généraliser le phénomène : Rowland Atkinson indique ainsi que la gentrification pourrait ainsi bien constituer désormais la nouvelle stratégie de régénération poursuivie par le gouvernement central et relayée par les gouvernements urbains des villes en déclin du Nord de l'Angleterre (Atkinson, 2004). Les politiques urbaines mises en œuvre pour favoriser la gentrification des villes britanniques constituent également l'objet d'une attention soutenue des chercheurs, comme par exemple les politiques culturelles (Cameron et Coaffee, 2005) ou la reconstruction « revanchiste » des espaces publics (Atkinson, 2003). En France, où la recherche s'est longtemps moins intéressée au rôle des politiques publiques dans la gentrification, les chercheurs se sont davantage focalisés sur le cas de Paris, dont les quartiers populaires du Nord et de l'Est ont fait l'objet d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (Baqué et Fijalkow, 2006 ; Clerval, 2009). Néanmoins, des monographies montrent que ce type de stratégie semble actuellement répandu dans les villes françaises de tradition industrielle ou portuaire, aujourd'hui en difficulté, comme par exemple Saint-Etienne (Levy, 1999 ; Rousseau, 2008b) ou Marseille (Péraldi, 2004).

L'objectif de cette communication est de mettre cette analyse en perspective afin de mieux comprendre les causes du phénomène observé dans les villes postindustrielles en France et au Royaume-Uni. Nous espérons par là-même contribuer à la création d'un modèle compréhensif permettant d'appréhender l'évolution de l'urbanisation dans ces villes particulières. Le récit auquel nous allons nous attacher dans le cadre de cette mise en perspective des politiques de gentrification actuelles est le suivant : dans ces villes créées par et pour l'industrie, les intérêts des ouvriers qui composaient la majorité de la population étaient largement pris en compte, ce qui débouchait sur une urbanisation certes ségréguée, mais *in fine*, relativement inclusive ; désormais, l'un des objectifs principaux de leurs gouvernements urbains semble être *a contrario* d'attirer les classes moyennes, ce qui se traduit par la mise en œuvre de politiques urbaines relativement étrangères à une large part de la population locale pourtant mise à mal par la crise industrielle ; ces politiques urbaines menées au nom de la « mixité sociale » et de la lutte contre la ségrégation dans des quartiers centraux ou péri-centraux populaires conduisent donc, paradoxalement, à une urbanisation davantage exclusive que sous la période industrielle.

Il s'agit de proposer des pistes de compréhension de ce phénomène. Nous essaierons donc au cours de ce papier d'explicitier les facteurs ayant conduit à cette évolution que nous avons constatée à Roubaix et Sheffield, mais qui semble ainsi pouvoir être étendue à d'autres villes

post-industrielles en France et au Royaume-Uni. Ces facteurs sont de deux types. A l'échelle des Etats centraux, il s'agit de l'évolution du référentiel des politiques urbaines nationales qui agissent comme des incitations et/ou des contraintes pour les gouvernements urbains. L'hypothèse que je défendrai est que celles-ci fournissent un cadre général, mais aussi des ressources aux politiques urbaines de gentrification. A l'échelle urbaine, il s'agit de l'évolution des objectifs et des formes mêmes du pouvoir urbain, avec notamment le passage du gouvernement à la gouvernance sous l'effet du tournant entrepreneurial. Cette question ayant déjà fait l'objet de multiples analyses, nous concentrerons ici notre attention sur la forme particulière que prend l'entrepreneuralisme récent dans les villes post-industrielles, celle d'un référentiel de gentrification prégnant depuis le début des années 1990. L'hypothèse que je défendrai ici est que les classes moyennes détiennent désormais un « pouvoir systémique » qui leur permet de peser sur l'urbanisation récente des villes en déclin.

Après avoir brièvement présenté les enjeux de l'urbanisation à l'époque de la prospérité industrielle et du « keynésianisme spatial », nous reviendrons sur ces deux grands facteurs expliquant le changement ultérieur des cibles de l'urbanisation des villes postindustrielles, depuis le tournant entrepreneurial des gouvernements urbains. Puis nous conclurons en proposant une réflexion sur le terme de gentrification, qui nous semble finalement peu adapté pour décrire les évolutions constatées.

1. L'urbanisation keynésienne

1.1. Le keynésianisme spatial

Le terme de « keynésianisme spatial » ne découle pas directement de la théorie économique keynésienne. Il indique simplement que les politiques publiques auxquelles les chercheurs ont conféré *a posteriori* ce label s'inscrivent dans le cadre plus vaste de la matrice institutionnelle désignée par le terme d'« Etat-providence national keynésien » (Jessop, 2002). Plus précisément, ce terme apparaît à la fin des années 1980 pour désigner rétrospectivement les politiques redistributives et stabilisatrices des Etats-providences nationaux en direction des économies locales, à l'ère du fordisme. La volonté de lutter contre les disparités inter-régionales et interurbaines était ainsi au cœur des politiques d'aménagement du territoire mises en œuvre par les Etats keynésiens-fordistes. La définition la plus complète du keynésianisme spatial est fournie par l'un des sociologues régulationnistes les plus réputés, Neil Brenner :

« Au plan le plus général, le keynésianisme spatial peut être compris comme une large constellation de formes institutionnelles et de stratégies régulatrices des Etats nationaux mises en place pour soulager le développement géographique inégal à l'intérieur de l'espace économique national, et de ce fait, pour promouvoir une croissance industrielle nationale stabilisée. (...) L'objectif de l'action étatique, dans ce contexte, était moins d'augmenter la force productive des configurations capitalistes socio-spatiales que de répandre le processus d'industrialisation aussi régulièrement que possible sur la surface entière du territoire national – un peu comme du beurre sur une tartine de pain. Dans la mesure où les importantes disparités territoriales étaient perçues comme une menace majeure aux modèles stabilisés de croissance macroéconomique, des stratégies politiques pour remédier à la polarisation socio-spatiale intra-nationale devinrent des instruments importants de la politique nationale socioéconomique et industrielle » (Brenner, 2004 : 130).

Jusqu'aux années 1970, la prospérité urbaine dépendait surtout de la présence d'un secteur secondaire développé reposant avant tout sur la présence d'avantages liés à la localisation spatiale, et sur lesquels les autorités publiques ne pouvaient ainsi guère agir, comme la proximité des matières premières, la présence d'une main d'œuvre abondante, celle de

réseaux de transports, ou encore celle de marchés de débouchés accessibles. Le capital était immobilisé dans les usines, et le profit reposait avant tout sur les économies d'échelle permises par la production à grande échelle de biens relativement standardisés. Le secteur secondaire se caractérisait ainsi par un degré élevé d'inertie géographique : le temps long étant nécessaire pour réaliser le profit, le secteur secondaire était immobilisé sur un territoire, lié à la ville industrielle. Cette situation plaçait les ouvriers, qui constituaient le pivot de l'économie urbaine, dans une relative position de force dans la négociation locale de la « fabrication » de la ville. Les programmes de construction massifs des Etats centraux keynésiens rejoignaient donc les préoccupations des pouvoirs locaux et favorisaient l'avènement d'une urbanisation relativement inclusive. Aux débuts de l'ère fordiste, de nombreuses grandes villes industrielles passent sous contrôle des partis de masse sociaux-démocrates ou communistes, qui traduisent directement les intérêts de la classe ouvrière en politiques urbaines.

Par ailleurs, on peut considérer que la généralisation de la pratique d'un urbanisme de zonage sous l'ère fordiste constituait la traduction à l'échelle urbaine de la planification de l'aménagement du territoire national. Dans les deux cas il s'agit en effet, pour reprendre l'expression de N. Brenner, de répandre l'activité « un peu comme du beurre sur une tartine de pain ». Le pouvoir urbain qui favorisait alors l'industrialisation et l'urbanisation des zones urbaines périphériques reproduisait ainsi, à l'échelle locale, le keynésianisme spatial du gouvernement central. On peut alors proposer la notion de « keynésianisme spatial infra-urbain » pour signaler la contribution de l'échelle urbaine à la régulation du capitalisme : il s'agit bien là aussi, après tout, de tenter de lutter contre le « développement inégal » qui se manifeste également à l'échelle urbaine, sous la forme de la dégradation de l'habitat et de l'économie de certains quartiers. Sheffield, ville britannique dont l'économie était dominée par la sidérurgie, dominée par une municipalité travailliste depuis 1926, représente un bon exemple de ce phénomène.

1.2. L'exemple de Sheffield

Au cours du XIXe siècle, le renforcement de la pression de la classe ouvrière sur le pouvoir urbain à Sheffield allait ainsi se traduire par la mise en œuvre de politiques municipales progressistes précoces, notamment dans le domaine crucial du logement : avec Bradford et Manchester, *Steel City* comptait dès la fin du XIXe siècle parmi les premières autorités locales britanniques à prendre à bras-le-corps cette question, sous l'influence de la *Sheffield Association for the Housing of the Poor*, un groupe de pression fondé en 1889 au sein du milieu travailliste local (Gauldie, 1974 : 299). Dès 1919, la puissance du syndicalisme local conduisait la municipalité, pourtant détenue par les conservateurs, à engager un programme de construction de 2 500 logements (Dickens *et al.*, 1985 : 164). C'est néanmoins la prise de la municipalité par le Parti travailliste en 1926 qui marque les véritables débuts de l'osmose entre la classe ouvrière et la municipalité. Par l'intermédiaire d'un syndicalisme influent et adossé à une longue tradition de progressisme, cette alliance allait conduire à faire de la politique du logement de Sheffield, mue par un double objectif quantitatif mais aussi qualitatif, un modèle de gestion urbaine par le socialisme municipal. La mise en place, dès novembre 1926, d'un département des travaux publics au sein de l'autorité locale, qui allait regrouper 400 employés dès 1930, est révélatrice tant de la priorité donnée au logement par le nouveau régime que de la gestion socialiste dont cette politique prioritaire fera désormais l'objet.

Dans l'entre-deux-guerres, le conseil travailliste a ainsi bâti 28 000 logements, contre 24 000 construits par le secteur privé ; ce qui signifiait que pour 1 000 habitants, le conseil construisait 52 maisons durant la période, contre 30 à l'échelle nationale (Dickens *et al.*, 1985 : 167). La plupart des logements construits par la municipalité travailliste, qui tirait pleinement avantage des subsides étatiques, étaient des maisons de qualité en banlieue, en dépit d'une opposition municipale conservatrice encline à développer la construction d'immeubles collectifs dans l'*inner-city*, bien moins coûteux (Gaskell, 1972). Jusque dans les années 1950, le conseil continue à privilégier la construction de quartiers de maisons *semi-detached*² de qualité, avec trois chambres à coucher et jardin attenant, en banlieue, loin de la fumée du centre-ville. Ceci permet d'insister sur la spécificité du socialisme municipal à Sheffield, qui, mises à part les considérations hygiénistes sur la consommation d'alcool de certains des conseillers, entraînait véritablement en symbiose avec la classe ouvrière locale. En effet, dans la plupart des autres grandes villes industrielles, comme Glasgow, Liverpool, Leeds et même Manchester, on constate un tournant au cours des années 1930, après l'application du *Housing Act* destiné à résorber les taudis des *inner cities* : les priorités de la construction de logement public s'inversent, de la banlieue vers les centres-villes et de la maison individuelle vers l'immeuble collectif (Towers, 2000). Cette tendance n'est pas constatée à Sheffield où le conseil tente longtemps de ne pas sacrifier la qualité à la quantité. Après la guerre, la ville connaît alors un développement démographique soutenu du fait de la bonne santé de ses industries de masse. Dès 1946, le conseil municipal reprend son programme de construction en profitant du programme de logements lancé par le ministre travailliste Aneurin Bevan. L'autorité locale est alors parfaitement alignée sur un gouvernement central keynésien, profondément désireux de renforcer l'emprise des pouvoirs publics sur la société et l'économie. Le bilan du socialisme municipal en matière de logement public durant l'ère fordiste est, à Sheffield, évocateur : entre 1945 et 1973, le nombre d'habitations gérées par l'autorité locale passe de 40 000 à 75 000 (Dickens *et al.*, 1985 : 167).

Le keynésianisme spatial infra-urbain, qui constituait en une urbanisation à destination de la classe ouvrière prenant la forme de l'étalement urbain, débouchait néanmoins sur un renforcement de la ségrégation raciale dans la ville. En effet, d'une part, le logement public se concentre à l'Est de la ville, tandis que le logement spéculatif concerne plutôt les quartiers occidentaux. D'autre part, les quartiers de logements publics eux-mêmes étaient soumis à une spécialisation sociale et ethnique, du fait des procédés d'allocation des nouveaux logements : pendant que la population locale, et notamment les ouvriers blancs, étaient relogés dans l'habitat public confortable, les immigrants fraîchement arrivés occupaient les places vacantes dans les logements bon marché, autour des principales usines sidérurgiques de la ville. Les maisons *back-to-back* construites à la fin du XIXe siècle et désormais en état de délabrement avancé concentraient donc la plupart des étrangers : c'est ce type d'habitat né de l'urbanisation massive de Sheffield à la fin du XIXe siècle qui concentrait l'essentiel du mal-logement de la ville, attesté par un rapport de 1965 dans lequel on pouvait lire que 19% des maisons n'ont toujours pas de robinet, 25% n'ont pas de douche, 16% de toilettes et 8% des toilettes partagées. Pourtant, malgré le développement de cette ségrégation, la prise en compte par la municipalité travailliste des intérêts de la classe ouvrière conjuguée à la mise en œuvre des programmes successifs de construction de logements subventionnés par le gouvernement central débouchait sur une urbanisation relativement inclusive. Sheffield était archétypale de ce phénomène qui concernait néanmoins d'autres villes industrielles, mais qui s'essouffle à partir de la fin des années 1970. Le keynésianisme spatial infra-urbain laisse progressivement

² Le *semi-detached housing* correspond aux lotissements de maisons mitoyennes en duplex.

sa place à un autre type d'urbanisation, l'élitisation du centre-ville, qui se développera à partir du début des années 1990.

C'est ainsi, depuis une vingtaine d'années, l'urbanisation des quartiers centraux des villes industrielles désormais frappées par le déclin semble moins s'adresser à la classe ouvrière durement touchée par la crise industrielle, ni même aux couches populaires, qu'aux classes moyennes pourtant faiblement représentées dans les populations de ces villes. Des mécanismes inverses à ceux du keynésianisme spatial semblent ainsi désormais à l'œuvre. Le keynésianisme spatial reposait sur un aménagement du territoire piloté par l'Etat central et visant à aplanir le différentiel de développement régional ; celui-ci trouvait un écho local dans des villes pour lesquelles la prospérité économique d'une main d'œuvre stable, ce qui rejoignait les intérêts de la classe ouvrière. L'élitisation de la ville post-industrielle, ce phénomène que nous avons pu constater par exemple à Roubaix et à Sheffield, repose à l'inverse sur l'anéantissement des piliers du keynésianisme spatial : à l'échelle nationale, il s'agit du changement de référentiel des politiques urbaines des Etats post-keynésiens ; et à l'échelle locale, il s'agit de la montée en puissance des intérêts des classes moyennes, même dans des villes où celles-ci se voient minoritaires. Nous allons étudier ces deux phénomènes successivement.

2. Le changement de référentiel des Etats centraux post-keynésiens

2.1. L'Etat français, entre référentiel de mixité sociale et incitations à la gentrification

La recomposition de l'action de l'Etat envers les villes et les quartiers défavorisés procède en France d'un changement de référentiel perceptible à partir du début des années 1990. En 1991, la Loi d'Orientation pour la Ville (LOV) fixe en effet pour la première fois la notion de « mixité sociale » comme solution aux maux des quartiers de relégation et impose aux communes de plus de 3500 habitants situés dans une agglomération de plus de 200 000 de disposer d'au moins 20% de logements sociaux. La sortie de la spirale de l'exclusion relevait désormais moins d'actions sur l'urbanisme ou du soutien au tissu associatif, mais d'un désenclavement des populations par le côtoiement quotidien de classes moyennes. Ce référentiel français de la mixité sociale diffère quelque peu de celui de l'Etat néerlandais. Etudiant « la gentrification comme stratégie gouvernementale » aux Pays-Bas, Justus Uitermark et Reinout Kleinhans (2007) indiquent que ce phénomène repose sur la volonté d'acteurs étatiques alliés aux organismes de logement social de ré-instaurer du « contrôle social » dans les quartiers défavorisés du pays. En France, il semble que les efforts étatiques pour attirer les classes moyennes dans les quartiers défavorisés reposent moins sur la volonté d'instaurer du contrôle social – celui-ci, comme le montre Loïc Wacquant (2004), est exercé directement par l'Etat central de manière de plus en plus répressive – que sur la foi en l'intégration par le travail. Le premier objectif assigné à la mixité résidentielle qui désormais guide la politique de la Ville est ainsi, comme l'explique Christine Lelévrier :

« l'insertion : les populations les plus pauvres, les plus en marge de la société, pourraient davantage s'en sortir si elles cohabitaient avec des groupes sociaux plus favorisés, dont elles pourraient alors adopter les comportements plus normalisés » (Lelévrier, 2004 : 69).

Evidemment, il existe également des intérêts politiques à l'origine de la montée en puissance du référentiel de la mixité sociale : d'une part, un certain consensus social autour du refus de la ville ségréguée, qui s'appuie certainement sur une vision mythifiée de la ville « ouverte » du passé, et d'autre part un consensus politique sur la destruction des tours des périphéries des

villes qui effraieraient ainsi les classes moyennes (Béhar *et al.*, 2004). Mais la justification scientifique à la mixité sociale est bien, avant tout, l'insertion par le travail : en fréquentant des membres des classes moyennes, les habitants des quartiers défavorisés pourraient ainsi obtenir les « liens faibles³ » indispensables au retour à l'emploi selon Jacques Donzelot (2004). Comme l'indique encore Christine Lelévrier :

« Toutes ces politiques, quelle qu'en soit la forme, partent de l'idée qu'il est nécessaire de "dispenser" les pauvres, qu'il est possible de favoriser leur intégration en les rendant minoritaires dans les quartiers où ils résident... Autrement dit, le mélange social générerait l'intégration, et ce dans une conception française de la mixité : si les pauvres sont minoritaires, ils adopteront les normes dominantes des couches moyennes. La proximité spatiale atténuerait les distances sociales » (Lelévrier, 2001).

Par ailleurs, si la presse n'en a retenu que le durcissement de l'injonction aux communes de réaliser la mixité sociale par l'introduction d'amendes, la loi SRU de 2000 signalant le passage de la RU au « renouvellement urbain » marque un deuxième changement important en ce qui concerne les villes post-industrielles : les fonds étatiques pour le re-développement urbain, réservés dans les années 1980 et 1990 aux quartiers périphériques d'habitat social (les « banlieues »), sont désormais accessibles pour les quartiers centraux anciens à faible pression foncière – une évolution dont Marc Bonneville note qu'elle pose la question de « l'exclusion sociale, du relogement des populations modestes » (Bonneville, 2004 : 15). La question de la faible attractivité pour les investisseurs privés de certains quartiers centraux et péri-centraux est ainsi désormais posée à l'échelle de l'Etat central.

A la suite de cette réorientation de la politique nationale de renouvellement urbain, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine est créée en 2003 pour centraliser la mise en œuvre et le financement du programme. Elle est financée en partie par Foncière Logement, organisme créé en 2001 dans le cadre d'une convention entre l'Etat et les organismes gestionnaires du 1% logement, qui se constitue une réserve de terrains pour faire de l'accession ou du locatif intermédiaire s'adressant, semble-t-il particulièrement, à la classe moyenne. Créé en 1943 par le patronat textile roubaisien afin de construire des logements décents destinés aux ouvriers tentés de quitter la branche, et donc l'agglomération roubaisienne, pour des emplois mieux rémunérés, le 1% logement entrainait initialement pleinement dans le cadre du keynésianisme spatial en France. Désormais, le même dispositif se voit suspecté de favoriser les classes moyennes au détriment des couches en difficulté (*Le Monde*, 25 mars 2008). Marie-Hélène Bacqué et Yankel Fijalkow notent ainsi le rôle de l'ANRU et de Foncière Logement dans la gentrification en cours du quartier de la Goutte-d'Or à Paris, l'une des rares enclaves de pauvreté et de mixité ethnique restantes dans la capitale après plusieurs décennies d'accroissement des prix de l'immobilier entrecoupées de courtes récessions (Bacqué et Fijalkow, 2006).

Cette évolution de la politique urbaine de l'Etat français trouve un nouvel écho dans certaines villes en difficulté. Les *incitations* de l'Etat central à la *mixité sociale* sont traduites localement par *des tentatives de favoriser la gentrification* de certains espaces, notamment centraux, de la ville ; le risque étant, *in fine*, d'aggraver la polarisation sociale par la coupe des budgets alloués aux politiques sociales traditionnelles (construction d'équipement, soutien aux associations) au profit de la seule re-création du centre-ville pour les classes moyennes.

³ D'après l'influente théorie du « capital social », élaborée sur la base de nombreux travaux existants par le politiste américain Robert Putnam (2000), si les « liens forts » (ceux de la famille, des amis etc.) sont indispensables car ils permettent de « se rassurer » (« *getting by* »), les liens faibles le sont tout autant car ils permettent d'« avancer » (« *getting ahead* »), notamment dans une carrière professionnelle.

Cet effet pervers résulte du fait que les collectivités locales sont désormais sommées de réaliser par elles-mêmes leur propre développement économique.

Ce phénomène est sensible dans l'ouvrage du géographe Mustafa Dikeç (2007) consacré à la politique de la ville en France. Dans un chapitre, le chercheur montre l'impact de la LOV sur la réorientation des politiques municipales de Vaux-en Velin, en banlieue lyonnaise, l'une des villes les plus concernées par les violences urbaines des années 1980. Les subventions au centre social du Mas-du-Taureau, symbole de la « soif de citoyenneté » des jeunes habitants et de la volonté de la mairie de dialoguer avec la population locale au début des années 1990, sont supprimées, conduisant à sa fermeture, et le bâtiment rasé sur ordre du maire dès 1994. Les fonds publics sont désormais dépensés pour créer un nouveau centre-ville à l'écart des quartiers de logement social, autour notamment de la construction d'un planétarium et d'un centre culturel. Le tournant entrepreneurial de la municipalité de la ville est mal perçu par les habitants, qui, aux dires de M. Dikeç, se sentent laissés pour compte. Néanmoins, le changement de stratégie est assumé par la mairie, comme le montre cet extrait d'entretien du chercheur avec le chef de projet en charge de la vie associative :

« Le choix de créer un centre-ville était un choix stratégique du maire, c'est-à-dire : si on ne fait pas une ville propre, avec un vrai centre-ville, on ne sera jamais en mesure d'attirer une population différente, et en particulier ce qu'on appelle classes moyennes, qui peuvent contribuer à la mixité sociale, et de là, précisément, nous pouvons inverser le phénomène de ghetto. Si nous n'avons pas la mixité de la population, le ghetto restera. (...) C'est vrai qu'en prenant cette décision, le maire prenait certes le risque de ne pas dépenser l'argent pour développer des équipements locaux moins chers dans le quartier, c'est vrai » (cité in Dikeç, 2007 : 137).

2.2. L'Etat britannique : la gentrification comme voie vers la « renaissance urbaine » ?

Comme dans le cas français, l'action de l'Etat britannique en faveur de la gentrification comme solution au « problème urbain » résulte d'un changement de référentiel dans les années 1990. Trois différences apparaissent toutefois. Premièrement, la réorientation du référentiel, plus nette et facilement datable, s'apparente davantage à une volte-face complète qu'à une évolution progressive telle que celle connue par la France au cours des années 1990. Deuxièmement, en raison de la centralisation continue du système politico-administratif britannique, du gouvernement de Margaret Thatcher à celui de Tony Blair, la politique urbaine britannique s'inscrit nettement dans une dimension de contrainte des municipalités. Troisièmement, alors que la politique urbaine française s'inscrit dans un cadre social, le développement économique étant davantage dévolu aux gouvernements locaux, c'est à peu près l'inverse au Royaume-Uni où, comme l'explique Patrick Le Galès, depuis 1979, « le soutien aux grandes villes en termes de redistribution sociale a fait place à une politique dite d'*urban regeneration* imposant la compétition économique » (Le Galès, 1996 : 556).

En 1997, le retour au pouvoir du Labour après presque deux décennies de gouvernement conservateur induit néanmoins une réorientation du référentiel de la politique urbaine. Si les villes étaient perçues comme la source principale de la récession économique, elles sont désormais considérées comme l'échelle centrale pour la relance et le maintien de la croissance économique nationale. Cet intérêt renouvelé pour la ville se concrétise dès 1998 par la constitution d'un groupe de travail devant réfléchir aux problématiques urbaines autour de l'architecte renommé Richard Rogers. Celui-ci publie un rapport en 1999, « Vers une renaissance urbaine » (*Urban Task Force*), dont certaines des cent recommandations ont été intégrées dans le Livre Blanc sur les Villes publié par le gouvernement en 2000.

La promotion de la gentrification comme vision de la « renaissance urbaine » apparaît selon nous comme l'une des caractéristiques du néolibéralisme « roll-out » en matière de politique urbaine (Béal et Rousseau, 2008). Ce nouveau référentiel porté par les néo-travailleurs à partir de 1997 vient renforcer les tendances observées au timide repeuplement des *inner-cities* depuis le début des années 1990, après trois décennies de suburbanisation. Plus précisément, le Livre Blanc sur les Villes fixe trois objectifs à la politique urbaine de l'Etat britannique : réduire les zones urbaines de forte concentration de la pauvreté et répondre à la demande de logement dû à la croissance du nombre de ménages tout en produisant des villes respectueuses du développement durable (Heath, 2001). Pour Allan Cochrane (2007), les deux dimensions principales du Livre Blanc – *empowerment* et régénération axée sur les communautés d'une part, « renaissance urbaine » à destination des classes moyennes de l'autre – sont contradictoires et symbolisent l'incohérence de la politique urbaine des néo-travailleurs. Quoi qu'il en soit, au Royaume-Uni, la mixité sociale n'est donc pas présentée comme une véritable solution à la pauvreté et à l'exclusion sociale et spatiale, qui font l'objet d'une approche différente. La politique urbaine de soutien à la gentrification y est avant tout liée au développement économique qui constitue un objectif important du programme de Renaissance urbaine. Les villes britanniques se voient ainsi désormais fixer le rôle de concourir au développement économique national, mais sur un mode différencié selon leur degré de croissance existant. Rowan Atkinson (2004) montre ainsi que la stratégie de la Renaissance urbaine diffère selon la région de mise en œuvre. Dans le Sud-Est, lieu de forte croissance économique et démographique, l'objectif de la politique urbaine est de limiter l'embourgeoisement dans un marché déjà très tendu, notamment dans la région du Grand Londres. En revanche, la stratégie menée dans les villes du Nord vise à rénover et construire de nouveaux types d'habitat attractifs de manière à attirer des classes moyennes : cet objectif passe notamment par le programme de « renaissance urbaine ».

Du point de vue du design urbain, la politique urbaine de l'Etat central favorise le *New Urbanism* (Collomb, 2006), un mouvement architectural apparu aux Etats-Unis dans les années 1980 en réaction à l'architecture et à l'urbanisme modernes, la suburbanisation, l'étalement urbain et le développement de l'automobile, et qui prône *a contrario* la restauration du bâti, la création d'espaces publics de qualité, la piétonnisation, la mise en valeur du patrimoine, la sécurité et le respect de l'écologie. L'urbanisation prônée par le *New Labour* vise donc clairement à « rendre » les quartiers centraux des métropoles britanniques aux classes moyennes. Par ailleurs, celles-ci composent désormais une large part de l'électorat du *New Labour* pour deux raisons principales : le déclin démographique de la *working-class* d'une part ; et le rejet durable des *Tories* hérité des politiques néolibérales « roll-back » du thatcherisme dans une fraction des classes moyennes d'autre part (Kingdom, 2000). Comme Anthony Giddens, le stratège de T. Blair, l'indique ainsi :

« Avec l'effondrement radical de la classe laborieuse, environ 16 % seulement de la population travaille en col bleu en usine dans ce pays. Vous devez répondre à de tels changements et créer une nouvelle coalition sur laquelle vous appuyer » (cité in Hoang-Ngoc et Tinel, 2003 : 5).

Néanmoins, comme en France, les modalités concrètes de la mixité sociale restent ambiguës. D'après Claire Collomb, le terme n'est guère précisé dans les documents officiels, ceux-ci mettant surtout l'accent sur la mixité *résidentielle*, c'est-à-dire la mixité des types d'occupation – logement social, locatif privé, accession à la propriété – et de logement – appartement ou maison (Collomb, 2006 : 27). Or la mixité *résidentielle* n'induit pas forcément la mixité *sociale*, et en raison des règles d'urbanisme existantes et de la primauté donnée au marché, le renouvellement urbain engagé sous les auspices de la « renaissance urbaine » est susceptible de produire deux types d'effets pervers. Dans le meilleur des cas

apparaît un autre type de ségrégation, non plus *entre* mais à *l'intérieur* même des quartiers où les interactions sociales espérées ne se développent pas entre les nouveaux et les anciens résidents. D'après Tim Butler, qui étudie le quartier d'Islington dans le Nord londonien, les nouveaux gentrificateurs refusent tout contact avec « les autres », c'est-à-dire les groupes sociaux inférieurs, et vivent ainsi « dans leur bulle » (Butler, 2003). Dans le pire des cas, l'afflux des classes moyennes débouche sur l'éviction rapide des anciens résidents sous l'effet de la hausse des prix de l'immobilier (Davidson et Lees, 2005).

Comme en France, la gentrification n'est donc pas un objectif clairement assumé de la nouvelle politique urbaine de l'Etat britannique ; mais de manière similaire, pour els chercheurs, celle-ci crée pourtant les conditions de son avènement. Néanmoins, alors qu'en France, le tournant s'effectue dans un contexte urbain de « grande peur des pauvres et des immigrés » (Oblet, 2005 : 204), il nous semble qu'à travers la Renaissance urbaine britannique se joue plutôt l'intégration de l'urbain dans le programme de réalisation d'une « société de marché » qui, selon Florence Faucher-King et Patrick Le Galès (2007), caractériserait le Royaume-Uni du *New Labour*. Si les référentiels des politiques urbaines menées par les Etats centraux ont ainsi connu une profonde évolution depuis l'ère du keynésianisme spatial, il faut désormais comprendre pourquoi les gouvernements urbains des villes en déclin semblent eux aussi de plus en plus souvent demandeurs de gentrification. La nécessité pour les gouvernements urbains d'établir les conditions du développement économique local couplée à la montée en puissance de la nouvelle classe moyenne dans les représentations de la ville est susceptible de fournir un cadre interprétatif à ce phénomène récent, comme nous allons le voir à présent.

3. L'influence de la nouvelle classe moyenne sur le pouvoir urbain

3.1. Municipalités et gentrification

Si de nombreux travaux étrangers montrent le rôle récent des Etats centraux dans la gentrification, peu de recherches sont menées sur les motifs des responsables locaux dans leur mise en œuvre de stratégies visant à attirer les classes moyennes. C'est là l'un des reproches les plus souvent adressés aux travaux sur la gentrification néo-marxistes. En ce qui concerne les gouvernements urbains des Etats-Unis, l'une des tentatives les plus approfondies est celle de Jason Hackworth et Neil Smith, qui voient trois explications à ce qu'ils présentent comme le paradoxe du rôle croissant des pouvoirs publics dans un contexte de prétendue « diminution » ou « privatisation » de ceux-ci :

« Tout d'abord, la décentralisation continue des Etats fédéraux a mis sous pression les Etats locaux contraints de poursuivre activement le re-développement et la gentrification comme moyens pour générer des revenus fiscaux. De plus, la diffusion de la gentrification dans des quartiers isolés du paysage urbain pose des risques de profit au-delà de la capacité des capitalistes individuels. Enfin, l'évolution de plus long terme vers une gouvernance post-keynésienne a déséquilibré le projet étatique de reproduction sociale, et de ce fait les mesures de protection de la classe ouvrière sont plus facilement contestées » (Hackworth et Smith, 2001).

La moindre dépendance des municipalités britanniques et françaises à l'égard des taxes locales affaiblit l'importation de leur premier argument. Pour Edmond Préteceille et Yankel Fijalkow, trois objectifs sous-tendent les politiques publiques visant la gentrification : Premièrement, il existe des « coalitions de croissance » visant la valorisation économique des quartiers », « quelquefois liés à des politiques locales explicites d'éviction des catégories populaires et immigrées (...) observables par exemple dans des municipalités de gauche

conquises par une droite qui veut y consolider son emprise électorale en cherchant à rendre irréversible le passage vers les catégories moyennes et supérieures. » Deuxièmement, il existe également « à l’opposé (...), des politiques municipales qui cherchent à améliorer l’habitat et réintroduire de la « mixité sociale » dans des quartiers très populaires où la pression immobilière est absente. » Troisièmement, « on trouve aussi des municipalités de gauche qui, après avoir longtemps privilégié exclusivement le logement social, cherchent à diversifier l’offre de logement vers les classes moyennes, non pas tant pour attirer de nouvelles populations que pour conserver une partie de la leur, constituée de catégories populaires en mobilité sociale ascendante » (Fijalkow et Préteceille, 2006 : 9).

En ce qui concerne le cas spécifique des villes en déclin, nous avons proposé une explication différente des stratégies municipales visant à favoriser la gentrification du centre-ville (Rousseau, 2008a ; 2009). Celles-ci s’expliquent par la nécessité de trouver un autre vecteur de re-développement de la ville post-industrielle après l’échec de la stratégie initiale d’attraction des entreprises menée au cours des années 1980. Ce changement de stratégie s’effectue à la suite de la recomposition des systèmes de gouvernance urbaine basés sur l’attraction des entreprises s’effondrant au début des années 1990 pour faire place à de nouveaux systèmes d’action locaux formés autour d’un référentiel d’attraction des classes moyennes similaire. Cette nouvelle stratégie de re-développement, qui correspond donc à un « deuxième tournant entrepreneurial » (Rousseau, 2008c), prend appui sur le changement de référentiel des politiques urbaines des Etats centraux tentant désormais de promouvoir la « mixité sociale ». Au niveau local, elle reflète également l’importance des classes moyennes dans la production de l’urbain, dans des villes où celles-ci sont pourtant sous-représentées. Je propose dès lors de comprendre ce phénomène comme résultant de l’émergence d’un « pouvoir systémique » des classes moyennes à l’heure de l’économie post-industrielle. Ce phénomène permet de comprendre la nouvelle mise en cohérence du référentiel des politiques urbaines étatiques en France et au Royaume-Uni avec celui des politiques locales à l’heure de la généralisation des politiques de gentrification des quartiers centraux des villes en difficulté.

Pour comprendre pourquoi les classes moyennes bénéficient d’une capacité d’influence accrue sur les décideurs urbains, il est utile de se tourner vers Pierre Bourdieu et son concept de « capital symbolique ». La définition précise qu’en donne P. Bourdieu est la suivante :

« J’appelle capital symbolique n’importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu’elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l’incorporation des structures objectives du champ considéré, c’est-à-dire de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré » (Bourdieu, 1994 : 161).

Autrement dit, dans tout champ social, certains types de capitaux se voient plus facilement reconnus que d’autres. On peut considérer les représentations de la ville post-industrielle comme un champ dans la définition qu’en donne P. Bourdieu, celle d’un champ de force qui s’exerce à travers des règles sans cesse renégociées et renouvelées, et incorporées par les différents acteurs en lutte pour imposer la définition dominante de *ce que doit être la ville post-industrielle*. L’intérêt de ce concept réside par ailleurs dans sa capacité à penser l’exclusion des autres types de capitaux non légitimes : le capital symbolique constitue un puissant levier de légitimation de l’inégalité sociale, comme P. Bourdieu le notait lui-même :

« Du fait que le capital symbolique n’est pas autre chose que le capital économique ou culturel lorsqu’il est connu et reconnu, lorsqu’il est connu selon les catégories de perception qu’il impose, les rapports de force

symbolique tendent à reproduire et à renforcer les rapports de force qui constituent la structure de l'espace social » (Bourdieu, 1987 : 160).

L'hypothèse que je vais développer à présent est que les classes moyennes voient leur capital culturel et leur capital économique être reconnus comme capital symbolique dans les représentations de la ville post-industrielle. Dans un premier temps, je montrerai comment la transmutation du capital culturel des classes moyennes s'opère par le biais de ce que Sharon Zukin appelle une « infrastructure critique » de la consommation des gentrificateurs qui consacre les nouvelles pratiques de consommation de l'espace urbain développées par la nouvelle classe moyenne, et en particulier sa frange la mieux pourvue en capital culturel. Dans un second temps, je m'intéresserai cette fois à la consécration du capital symbolique des classes moyennes dans le champ urbain, qui s'opère quant à elle par le biais de nouvelles théories du développement économique local influentes au Royaume-Uni et en France et qui mettent l'accent sur leur rôle dans la croissance urbaine.

3.2. L' « infrastructure critique » de la consommation des gentrificateurs et la reconnaissance du capital culturel de la nouvelle classe moyenne

Plusieurs chercheurs pointent le rôle de la presse dans la diffusion d'une « culture des gentrificateurs » globale. Ainsi, ce serait sous l'influence des médias, et notamment de la publication de classements des « meilleures villes » que l'attachement à la « qualité de vie » urbaine – à laquelle, selon le géographe David Ley, la « nouvelle classe moyenne » née de la transition des économies occidentales vers la post-industrialisation attache une importance particulière (Ley, 1996) – devient depuis peu un nouveau référentiel mondial des politiques urbaines en dépit des divergences d'opinion sur ce que recouvre concrètement le terme – la sécurité, les aménités urbaines, la qualité des écoles, celle des transports, de l'environnement etc. (Rogerson, 1999 ; McCann, 2004). Etudiant la représentation de la ville américaine dans trois magazines de « style de vie urbain » sur la période 1960-1990, Miriam Greenberg (2000) montre ainsi comment, à partir de la fin des années 1980, la concentration des médias entre les mains de quelques conglomérats et le développement d'une classe moyenne urbaine prospère conduisent la presse à adopter un nouveau regard sur la ville, dépolitisé et présentant désormais celle-ci à travers les produits disponibles, le style de vie offert à la classe moyenne, et non plus à travers la modernité architecturale (les gratte-ciels des années 1960) ou les individus qui la représentent (dans les années 1970) :

« La montée en puissance des magazines de style de vie urbain et leur nouvelle forme de marketing urbain peuvent être interprétés comme un vecteur discursif et idéologique pour l'ascension d'une nouvelle classe moyenne urbaine, aussi bien que pour la restructuration des villes des États-Unis, au cours des trente dernières années. Bien que ces magazines en soient venus à représenter des styles de vie urbains étroitement définis, orientés vers la consommation et politiquement conservateurs, ce sont précisément de tels styles de vie, sous le nom de « qualité de vie, » qui ont été établis en tant que base légitime du développement urbain et des politiques urbaines des villes des États-Unis. Et bien que les identités de marque de ces magazines sont devenues de plus en plus standardisées par le contrôle induit par la concentration du secteur, de même l'ont été, au nom du marketing, les façades des villes elles-mêmes, comme transformées par des consortiums de médias, les annonceurs et les entreprises transnationales » (Greenberg, 2000 : 256).

Sous l'influence de Pierre Bourdieu, les travaux de Sharon Zukin montrent comment les modes de vie urbains ont évolué depuis l'après-guerre, du maintien relativement stable du statut social vers une poursuite effrénée de capital culturel. Cette évolution n'est pas sans conséquence sur la diffusion massive d'une nouvelle image de la ville. D'une manière similaire à M. Greenberg, S. Zukin montre ainsi comment les médias tenus par les gentrificateurs

eux-mêmes ont largement contribué à l'esthétisation de la vie dans les villes post-industrielles :

« Quand les journaux et les magazines de « style de vie » relaient des histoires de gentrification, ils mettent l'accent sur les valeurs esthétiques des maisons historiques et des lofts. Ils rendent glamour le style de vie des gens qui vivaient soit dans les maisons de ville (...) soit dans les grands lofts. Dès lors, d'une certaine manière l'image publique de la gentrification était celle d'un style de vie esthétique et « artistique ». (...) Les gentrificateurs occupaient généralement des emplois de professeurs, avocats, artistes, écrivains, de managers publics ou privés, ou travaillaient dans les équipes créatives des entreprises de publicité ou de commerce. Beaucoup d'entre eux s'intéressaient à la bonne cuisine et aux arts – le genre de consommation culturelle qui croît si rapidement avec la gentrification. Les artistes au chômage ou sous-employés trouvaient souvent des emplois dans les nouvelles boutiques de nourriture pour gourmets, les restaurants ou les galeries d'art. Les écrivains, qui étaient également des résidents urbains, écrivirent des revues de ces plaisirs pour les journaux et les magazines. Ainsi les gentrificateurs fournirent-ils une base matérielle pour, la nouvelle production et la nouvelle consommation culturelle. En exemplifiant et en écrivant sur les nouvelles tendances culturelles, ils devinrent une « infrastructure critique » pour l'économie symbolique émergente de la ville » (Zukin, 1998 : 831).

En France également, il existe à n'en pas douter une « infrastructure critique » de la ville gentrifiée, dont il serait intéressant d'écrire l'histoire. Pour prendre le simple exemple des lofts, dont l'imagerie esthétique fut importée d'outre-Atlantique en 1981 par le film à succès *Diva* de Jean-Jacques Beineix, les premières conversions d'usines en habitations du début des années 1980 faisaient déjà l'objet de compte-rendus fascinés par la presse⁴. L'engouement très rapide de la presse française à partir de l'été 2000 pour le terme, importé des Etats-Unis, de « bourgeois-bohèmes », illustre bien également l'accélération de la montée en puissance récente des représentations urbaines de la nouvelle classe moyenne. Dans un article où il compare le traitement dans la presse de deux vocables apparus à la même époque, Xavier de la Porte (2006) montre comment le terme de « bobos » était instantanément consacré par la presse au moment où celui de « travailleurs pauvres » (« *working poor* ») suscitait moins d'enthousiasme.

Cette évolution se traduit par la diffusion de nouvelles représentations urbaines émanant des centres-villes gentrifiés. Soixante-dix ans après les écrits du sociologue de l'Ecole de Chicago Louis Wirth (1938) sur l'existence d'une « culture urbaine », les centres-villes des métropoles françaises semblent ainsi non seulement partager, mais également diffuser un ensemble cohérent de valeurs culturelles et politiques. Ainsi que l'indique le géographe Christophe Guilluy :

« Si les centres des grandes métropoles concentrent l'essentiel des richesses et le pouvoir économique, ils produisent aussi l'essentiel des discours. Décideurs économiques, cadres, fonctionnaires, politiques, journalistes, chercheurs, tous les prescripteurs d'opinions vivent dans la zone dense des grandes métropoles. (...) Si la population des grandes villes influence fortement les programmes et discours des grands partis, elle domine aussi efficacement le champ culturel » (Guilluy, 2007 : 3).

Autrement dit, la « nouvelle classe moyenne » analysée par David Ley a réussi récemment la *conversion de son capital culturel en capital symbolique*. Or ce dernier pèse sur les représentations des décideurs urbains. C'est pourquoi la montée en puissance des références à la « qualité de vie » ne doit pas masquer, comme l'explique Margit Mayer, que « ce n'est pas un « pluralisme » de styles de vie et de modes de consommation qui règne, mais plutôt le fait que les idées et les définitions de la « bonne vie » des consommateurs à hauts revenus sont

⁴ On pourrait citer ici le reportage du journal télévisé d'Antenne 2 du 20 février 1982 sur la conversion en logements de la filature Leblan à Lille, au cours duquel la journaliste déclare que « dans les parties communes comme dans les logements, les architectes n'ont jamais cherché à exorciser le passé, à masquer les traces de la vocation première du bâtiment. C'est ce qui a séduit les occupants de cette « usine à habiter ». » (document INA)

devenues les plus influentes » (Mayer, 1989). Quant à la transmutation du capital économique de la nouvelle classe moyenne en capital symbolique propre à agir sur les représentations des décideurs urbains, et donc à influencer sur le contenu des politiques urbaines, elle a pris la forme d'un puissant incitateur pour les élites urbains : les nouvelles théories du développement économique urbain.

3.3. Nouvelles théories du développement économique urbain et reconnaissance du capital économique de la nouvelle classe moyenne

De nouveaux modèles de développement économique des villes se développent à partir des années 1990, qui relativisent l'importance traditionnelle accordée à la production dans la croissance urbaine et préfèrent mettre en avant le rôle du « capital humain » – c'est-à-dire des individus à haut niveau d'instruction, de diplôme : selon ces auteurs, les endroits à forte concentration de capital humain sont plus innovants ; de ce fait, la croissance urbaine repose sur la capacité locale à former de la main-d'œuvre hautement qualifiée plus qu'à attirer de grandes entreprises (Lucas, 1988 ; Glaeser, 2004). Parmi ces auteurs, Richard Florida s'est imposé dans les années 2000 comme l'un des prescripteurs les plus écoutés en matière de politiques urbaines. Reliant les théories économiques précédentes au développement des analyses sociologiques sur la « nouvelle classe moyenne » qui s'établit en centre-ville, et en particulier sur la « *bohemian gentry* », il pointe l'importance du « capital créatif » pour la croissance urbaine. Son « innovation » – et, selon nous, la clef de son succès – est de montrer – sans vraiment convaincre – que le pouvoir de ce nouveau groupe social est tout autant économique que culturel, éveillant ainsi l'attention des élites urbaines soucieuses d'assurer la croissance de leur ville (Florida, 2002). Les promesses de R. Florida conduisent les gouvernements urbains entrepreneuriaux des villes industrielles en déclin britanniques comme françaises à conférer une importance particulière à la connaissance des désirs de leur « classe créative », ce qui a par exemple fourni l'occasion d'une enquête menée à Saint-Etienne et dont nous avons publié les résultats récemment (Rousseau, 2008b).

En France, on pourrait citer également l'influence récente de l'« économie résidentielle » qui propose cette fois de déconnecter la production des revenus afin d'expliquer le développement local⁵. Il ne s'agit pas ici bien sûr de discuter la validité scientifique de la théorie de l'« économie résidentielle ». Il ne s'agit pas non plus de discuter ses effets en termes de justice sociale, puisque la théorie lie attraction de revenus non productifs, consommation, et donc redistribution socio-spatiale sous forme de création d'emplois non qualifiés. Il s'agit simplement de comprendre les effets en termes de priorité d'action publique pour des décideurs urbains supposés prendre en main le développement de leur ville : désormais, il semble moins utile de consacrer efforts et crédits pour tenter d'attirer ou retenir des entreprises, même de pointe, que de consacrer ces crédits à attirer des populations dotés de revenus élevés et stables, celles qui sont désignées comme étant les « bobos », « fonctionnaires », retraités », « touristes » et « actifs occupés ailleurs » (Davezies, 2008 : 54).

⁵ Se basant sur la France, son chef de file, Laurent Davezies, montre que les territoires peu productifs peuvent en revanche compter sur des flux de plus en plus massifs de capital, qu'il s'agisse des retraites, des salaires des fonctionnaires, des prestations sociales, du tourisme ou des déplacements domicile/travail, qui représentent les trois quarts de la « base économique » des territoires (le dernier quart étant constitué par les activités productrices exportatrices considérées par les théories classiques comme l'unique vecteur de croissance et donc de développement). L'effet multiplicateur, en termes de consommation, de cette « économie résidentielle » en plein essor explique ainsi le fort développement des régions et des villes faiblement productrices du Sud et de l'Ouest français.

En termes *économiques*, les théories de Florida et de Davezies sont très dissemblables : c'est par sa *production* que la classe créative contribue à la croissance, alors que l'économie résidentielle voit le développement local dépendre de la *consommation* de groupes sociaux dotés de revenus stables. En termes *sociaux* et *géographiques*, en revanche, les deux se rejoignent en mettant l'accent sur la contribution des groupes sociaux plus aisés au développement économique local. Enfin, en termes *politiques*, la traduction est claire : il s'agit, au nom de l'intérêt général urbain, d'attirer et de conserver les classes moyennes et/ou supérieures. C'est ainsi que la diffusion de ces nouvelles théories du développement économique local reflète la reconnaissance du capital économique de la nouvelle classe moyenne comme capital symbolique dans les représentations de la ville post-industrielle.

4. La traduction politique et la nouvelle urbanisation : pouvoir systémique de la nouvelle classe moyenne et politiques symboliques *upmarket*

4.1. Vers un « pouvoir systémique » de la nouvelle classe moyenne dans les villes en déclin

Le capital symbolique de la nouvelle classe moyenne dans le champ urbain s'exerce indifféremment sur les élites urbaines des différentes villes occidentales. Dans le cas des villes industrielles néanmoins, il transforme celles-ci en des « villes perdantes », c'est-à-dire que l'image qui en est produite et réceptionnée par la nouvelle classe moyenne est construite comme un problème sur l'agenda urbain (Rousseau, 2008a ; 2009). Comment traduire en termes politiques la consécration du pouvoir symbolique de la nouvelle classe moyenne dans le champ urbain ?

La réponse peut être cherchée du côté du concept de « pouvoir systémique », forgé par Clarence Stone (1989) dans son étude du gouvernement d'Atlanta. Le pouvoir systémique signifie que le pouvoir d'un « système » (politique, économique) favorise certains acteurs au détriment d'autres. La flexibilisation de l'accumulation du capital constitue la clef du concept, ainsi que l'explique Jonas Pontusson :

« Le capital profite d'un pouvoir systémique inclus dans l'infrastructure institutionnelle économique. Peut-être la manière la plus simple de penser le pouvoir systémique du monde des affaires réside-t-elle dans le terme "d'options de sortie" » (Pontusson, 1992 : 233).

Ainsi, le concept de pouvoir systémique est lié à des acteurs économiques particuliers : les investisseurs privés, qui ont acquis la possibilité de quitter le système lorsqu'ils le souhaitent. Pour C. Stone, le pouvoir systémique permet aux intérêts du milieu des affaires d'être systématiquement pris en compte, et privilégiés, lors de la production des politiques urbaines. Keith Dowding approfondit la notion et introduit le concept de « chance systématique » (Dowding, 1996) pour souligner que les intérêts des capitalistes sont pris en compte *indépendamment des intentions des acteurs* : les capitalistes sont « systématiquement chanceux », c'est-à-dire que « les gouvernements font souvent ce que les capitalistes veulent sans que ceux-ci n'aient à intervenir dans les processus politiques » (Dowding, 2003 : 318). Pour comprendre le renversement du référentiel de la production de l'urbain dans les villes de tradition industrielle, depuis le keynésianisme spatial infra-urbain vers les stratégies d'élitisation actuellement visibles dans les quartiers centraux de la plupart de ces villes en France comme au Royaume-Uni, on peut donc considérer que la conversion récente du capital culturel et économique de la nouvelle classe moyenne en capital symbolique dans le champ des représentations de la ville a permis à celle-ci d'acquérir une forme de pouvoir systémique

sur la définition des politiques urbaines. Le politiste Herman L. Boschken a déjà tenté d'appliquer cette grille de lecture – mais en focalisant son analyse sur les seules « villes mondiales ». Il écrit ainsi :

« En tant que genre *symbolique*, le style de vie des classes moyennes supérieures a peut-être affecté la production des politiques de développement urbain à travers (...) un « pouvoir systémique », qui indirectement prescrit quelles caractéristiques symboliques et fonctionnelles une ville devrait acquérir, et sur quels résultats politiques les élites devraient mettre l'accent » (Boschken, 2003 : 809).

Il s'agit donc d'étendre la formulation de H. L. Boschken au-delà des villes mondiales. Même faiblement représentée parmi les sociétés urbaines, c'est ainsi par le biais de son nouveau « pouvoir systémique » produit par la fascination qu'exercerait son style de vie, mais aussi par son rôle économique désormais reconnu, que la nouvelle classe moyenne influe sur la production politique de l'espace dans de nombreuses villes et crée un cadre favorable au rôle des politiques urbaines caractéristiques de la dernière vague de gentrification observée par N. Smith. Il ne s'agira évidemment pas d'en conclure qu'à l'échelle urbaine, le pouvoir systémique du milieu des affaires disparaît dans les années 1990, mais simplement qu'il se partage désormais avec celui d'un groupe social en ascension symbolique. En somme, le pouvoir systémique, pour les différentes raisons observées, se partagerait désormais entre le capital économique et le « capital humain ». La reconnaissance du capital culturel et économique de la nouvelle classe moyenne en capital symbolique, qui se traduit par l'émergence d'un pouvoir systémique de celle-ci dans les représentations de la ville, n'est pas sans conséquence sur les nouvelles stratégies d'élitisation des villes en déclin. Ces dernières visent en effet avant tout à modifier l'image de la ville. Afin d'appréhender plus finement le phénomène actuellement à l'œuvre dans ces villes, il convient donc peut-être de dépasser le concept même de gentrification, auquel nous proposons de substituer celui de « politiques symboliques *upmarket* ».

4.2. Gentrification et politiques symboliques *upmarket*

Malgré ses mérites heuristiques, le concept de « gentrification » ne nous semble plus parfaitement opératoire pour penser les politiques urbaines menées par de nombreuses villes post-industrielles en difficulté, axées sur la culture ou l'embellissement des espaces publics, comme celles que nous avons décrites à Roubaix et à Sheffield (Rousseau, 2008 ; 2009). Certes, la gentrification est un objectif important poursuivi par les systèmes de gouvernance des villes étudiées lors de leur deuxième tournant entrepreneurial. Mais la venue des classes moyennes n'y est pas uniquement souhaitée en termes d'établissement résidentiel. Plus généralement, et notamment sous l'influence des nouvelles stratégies de développement économique que nous venons d'observer, c'est l'ensemble des usages sociaux de la ville que les nouvelles politiques urbaines visent à changer. Les pratiques résidentielles en sont un élément important, sinon l'élément principal, mais elles ne doivent pas occulter les pratiques de consommation, ni le fait que ces dernières peuvent être le fait de visiteurs de passage – par exemple, les touristes. Ainsi, plus que de « gentrification » proprement dite, il serait sans doute ainsi plus correct de définir les divers efforts des municipalités comme *une stratégie urbaine visant à créer en centre-ville un environnement plaisant pour la nouvelle classe moyenne*, tant dans les domaines de l'habitat que pour l'emploi ou les loisirs (culture, consommation) ; une stratégie dont la gentrification est un élément central mais qui vise plus généralement à *vendre le centre-ville* à ce groupe social, et donc, avant tout, à en modifier l'image.

Dans les entreprises plus classiques, changer l'image d'un produit ou d'une gamme de produit pour l'adapter aux goûts de consommateurs plus aisés et plus soucieux de distinction est une

stratégie courante. Elle est dénommée par les experts en marketing « stratégie *upmarket* ». Ce terme me semble plus adéquat pour penser les nouvelles politiques urbaines menés par les gouvernements entrepreneuriaux des villes en déclin. C'est en cela que les nouvelles stratégies d'élitisation de la ville des gouvernements urbains s'opposent aux politiques « classiques » de gentrification par l'amélioration du logement, dont les opérations de rénovation urbaine étaient les pionnières. Celles-ci voyaient initialement l'usage, et ensuite seulement, l'image de la ville ou du quartier, être altérés par le changement de la population résidente. Ainsi, analysant la rénovation urbaine à Paris dans les années 1960, le sociologue urbain Francis Godard concluait que :

« Ce triple changement simultané, de classe sociale, d'activités économiques, de mode de distribution des marchandises, s'articule à différents niveaux avec un changement essentiel : *le changement de l'espace symbolique*. Une nouvelle totalité, le quartier rénové, se substitue à une autre totalité, plus floue parce que moins circonscrite géographiquement : nous voulons parler de l'ancien quartier marqué par la présence d'usines, centré autour de ses petits commerces, approprié par une couche sociale votant à gauche, formant une totalité symbolique spécifique » (Godard, 1973 : 66).

Les politiques urbaines menées à Sheffield et à Roubaix, mais également dans bien d'autres villes en difficulté, renversent désormais totalement le paradigme de la rénovation urbaine des années 1960. En effet, le principal problème auquel les gouvernements de ces villes sont confrontés est d'attirer les investisseurs, y compris immobiliers. De ce fait, dans les villes étudiées, c'est le changement d'image qui est simplement visé par les politiques urbaines, en vue du changement d'usage espéré. Pour reprendre les termes de F. Godard, contrairement aux opérations de rénovation urbaine, les politiques symboliques *upmarket* des gouvernements urbains entrepreneuriaux visent donc cette fois à transformer symboliquement l'espace central, afin d'être en mesure d'en changer la composition sociale, afin, *in fine*, d'en changer l'activité économique.

Plus précisément, l'objectif de ces politiques symboliques *upmarket* est double. D'une part, elles s'adressent directement aux classes moyennes en proposant une nouvelle image du centre-ville en adéquation avec leur goût supposé, par des musées, des équipements culturels, de l'art public, des politiques sécuritaires etc. D'autre part, elles s'adressent indirectement à elles, en « ré-imaginant » cette fois les quartiers centraux à destination des investisseurs et en particulier des promoteurs. Le second objectif de ces politiques symboliques menées dans les villes en déclin est en effet de résoudre le problème de la fuite des capitaux qui avait causé la crise urbaine des années 1970 et 1980, en agissant comme des signaux à destination des investisseurs potentiels pour les attirer par la promesse d'une restriction de leurs risques. Construire des équipements culturels à proximité d'îlots à rénover afin de stimuler ponctuellement les prix du foncier, aider la vente des nouveaux programmes de standing avant qu'ils ne soient commercialisés (Rousseau, 2009) constituent en effet des actions qui déchargent sur la ville une partie des risques pris par les promoteurs. En ce sens, les politiques symboliques *upmarket* fournissent des « aléas moraux »⁶ aux investisseurs urbains. En protégeant les promoteurs des risques d'investir dans la ville, elles visent bien, par le soutien à la construction privée de logements et de bureaux de standing, à favoriser, *in fine*, le « retour en ville » des classes moyennes.

Conclusion

⁶ L'« aléa moral » (« *moral hazard* ») est un concept classique en économie qui stipule qu'un agent protégé du risque se comportera différemment que s'il y avait été pleinement exposé.

Les villes de tradition industrielle françaises et britanniques ont ainsi connu une profonde évolution des cibles de leur urbanisation depuis la seconde guerre mondiale. A l'urbanisation destinée aux ouvriers et favorisant l'étalement urbain que nous avons qualifiée de « keynésianisme spatial infra-urbain », succède ainsi une stratégie d'élitisation du centre-ville de plus en plus observable dans nombre de ces villes depuis une vingtaine d'années, à destination, cette fois, de la nouvelle classe moyenne. Ces deux types d'urbanisation reflètent l'évolution du référentiel des politiques urbaines des Etats centraux, mais également les bouleversements des gouvernements urbains. Désormais sommés de réaliser par eux-mêmes les conditions de leur développement économique local, ceux-ci optent pour des stratégies visant la modification de l'image de la ville et sa mise en conformité avec les goûts des gentrificateurs potentiels. Cette stratégie ne relève plus de simples politiques de gentrification jouant sur les seules conditions de logement, mais d'un ensemble plus large de politiques urbaines actuellement observées par les chercheurs britanniques, que nous avons proposé de qualifier de « politiques symboliques *upmarket* » alignées sur les stratégies d'entreprises consistant à modifier l'image du produit de manière à attirer des consommateurs plus aisés. Au niveau local, nous avons proposé d'appréhender la généralisation de ces politiques symboliques *upmarket* dans les villes britanniques et françaises en déclin comme résultant de l'émergence d'un pouvoir systémique de la nouvelle classe moyenne, qui découle de la transmutation, dans le champ des représentations urbaines, du capital culturel et économique de la nouvelle classe moyenne en capital symbolique.

Pour conclure, nous souhaitons revenir brièvement à l'intitulé la section dans laquelle ce papier prend place – les ambiguïtés de l'action publique face aux inégalités socio-spatiales – en l'observant au prisme du modèle historique proposé dans cette communication. Sous le keynésianisme spatial, l'action conjuguée des Etats centraux et des gouvernements urbains conduisait à un renforcement des logiques ségrégatives à l'intérieur des villes, perceptible par exemple à Sheffield. Il s'agissait néanmoins d'une urbanisation relativement inclusive, dans lequel les intérêts ouvriers étaient étroitement pris en charge par le pouvoir urbain. Le dépassement du keynésianisme spatial semble ainsi avoir favorisé la production d'une urbanisation plus ambiguë : la proclamation de la lutte contre la ségrégation au nom de la mixité sociale semble conduire paradoxalement à une urbanisation dorénavant plus exclusive, perceptible notamment à travers les « politiques symboliques *upmarket* » actuellement mises en œuvre dans les villes en déclin, comme Roubaix et Sheffield (Rousseau, 2009).

Bibliographie

« A Evry, Manuel Valls veut des “Blancs, des white, des blancos” », *Libération*, 15 juin 2009.

Atkinson, R. (2003), « Domestication by cappuccino or a revenge on urban space? Control and empowerment in the management of public spaces », *Urban Studies*, **40**, 9, pp. 1829-1843.

Atkinson, R. (2004), « The evidence on the impact of gentrification : new lessons for the urban renaissance ? », *European Journal of Housing Policy*, **4**,1, pp.107-131.

Bacqué, M.-H. et Fijalkow, Y. (2006) « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000) », *Sociétés contemporaines*, **63**, pp. 63-81.

- Béal, V. et Rousseau, M. (2008), « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative », *Métropoles*, 4, pp. 160-202.
- Béhar, D., Donzelot, J., Dubet, F., Genestier, P., Jaillet, M.-C., Lelévrier, C. et Oberti, M. (2004) « La mixité urbaine est-elle une politique ? », *Esprit*, 303, pp.121-142.
- Bonneville, M. (2004), « Les ambiguïtés du renouvellement urbain en France. Effets d'annonce, continuité ou rupture ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 97, pp. 7-16.
- Boschken, H. (2003), « Global cities, systemic power, and upper-middle-class influence », *Urban Affairs Review*, **38**, 6, pp. 808-830.
- Bourdieu, P. (1987), *Choses dites*, Minuit, Paris.
- Bourdieu, P. (1994), *Raisons pratiques*, Seuil, Paris.
- Brenner, N. (2004), *New State Spaces*, Oxford University Press, Oxford.
- Butler, T., (2003), « Living in the bubble: Gentrification and its “others” in North London », *Urban Studies*, **40**, 12, pp.2469-2486.
- Cameron, S. et Coaffee, J. (2005), « Art, gentrification and regeneration. From artist as pioneer to public arts », *European Journal of Housing Policy*, **5**, 1, pp. 39-58.
- Clerval, A. (2009), « Les politiques publiques face à la gentrification. Le cas de Paris intra muros », http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/36/96/40/PDF/Clerval_Perennite_urbaine.pdf
- Collomb, C. (2006), « Le New Labour et le discours de la « renaissance urbaine » au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres-villes britanniques ? », *Sociétés contemporaines*, 63, pp. 15-37.
- Cochrane, A. (2007), *Understanding urban policy. A critical introduction*, Blackwell, Oxford.
- Davezies, L. (2008), *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Seuil, Paris.
- Davidson, M. et Lees, L. (2005), « New Build ‘Gentrification’ and London’s Riverside Renaissance », *Environment and Planning A*, **37**, 5, pp. 1165-1190.
- De la Porte, X. (2006), « “Bobos” et “Travailleurs pauvres”. Petits arrangements de la presse avec le monde social », in : Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, La Découverte, Paris.
- « De nouveaux investissements destinés à un public plus large », *Le Monde*, 25 mars 2008
- Dickens, P., Duncan, S., Goodwin, M. et Gray, F. (1985), *Housing, States, and Localities*, Methuen, Londres.

- Dikeç, M. (2007), *Badlands of the republic. Space, politics, and urban policy*, Blackwell, Oxford.
- Donzelot, J. (2004), « La ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation », *Esprit*, 303, pp. 14-39.
- Dowding, K. (1996), *Power*, Minnesota University Press, Buckingham.
- Dowding, K. (2003), « Resources, power and systematic luck. A response to Barry », *Politics, Philosophy & Economics*, 2, 3, pp. 305-322.
- Faucher-King, F. et Le Galès, P. (2007), *Tony Blair 1997-2007. Le bilan des réformes*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Gaskell, S.M. (1972), « Sheffield City Council and the development of suburban areas prior to world war one », in: Pollard, S. et Holmes, C. (sous la direction de), *Essays in the economic and social history of South Yorkshire*, Sheffield, pp. 187-202.
- Gauldie, E. (1974) *Cruel habitations : a history of working-class housing 1780-1918*, Allen & Unwin, Londres.
- Godard, F. (1973), *La rénovation urbaine à Paris. Structure Urbaine et logique de classe*, Mouton, Paris.
- Greenberg, M. (2000), « Branding cities : a social history of the urban lifestyle magazine », *Urban Affairs Review*, 36,2, 2000.
- Guilluy, C. (2007), « La nouvelle géographie sociale à l'assaut de la carte électorale », *Baromètre politique français du CEVIPOF*, <http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/geographiesociale.pdf>
- Hackworth, J. et Smith, N. (2001), « The changing state of gentrification », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 92, 4, pp. 464-477.
- Heath, T. (2001), « Revitalizing cities. Attitudes toward city-centre living in the United Kingdom », *Journal of Planning Education and Research*, 20, 4, pp.464-475
- Hoang-Ngoc, L. et Tinel, B. (2003), « La « troisième voie » : de Giddens au manifeste Blair-Schröder », http://thorstein.veblen.free.fr/documents/Tinel_Hoang-Ngoc.pdf
- Jessop, B. (2002), *The Future of the Capitalist State* Cambridge, Polity, Cambridge.
- Kingdom, J. (2000), *Government and politics in Britain*, Blackwell, Oxford.
- Le Galès, P. (1996), « Les politiques urbaines en Europe », in : Paugam, S. (sous la direction de), *L'État de l'exclusion*, Paris, La Découverte.
- Lelévrier, C. (2001), « Mixité et politique de la ville », *Communication au colloque Mixité sociale et ségrégation : les réalités d'hier et d'aujourd'hui*, Institut d'aménagement et

d'urbanisme de la région Ile-de-France,
http://www.iaurif.org/fr/savoirfaire/etudesenligne/mixite_sociale_segregation/mixite.htm

Lelévrier, C. (2004), « Que reste-t-il du projet social de la politique de la ville ? », *Esprit*, 303, pp. 65-77.

Levy, J. (1999), *Tocqueville's Revenge. State, Society, and Economy in Contemporary France*, Harvard University Press, Cambridge.

Ley, D. (1996), *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford University Press, Oxford.

Mayer, M. (1989), « Local politics : from administration to management », *Communication au colloque Regulation, innovation and spatial development*, Cardiff, septembre.

McCann, E. (2004), « “Best places”: interurban competition, quality of life and popular media discourse », *Urban Studies*, 41, 10, pp. 1909-1929.

Oblat, T. (2005), *Gouverner la ville*, PUF, Paris.

Péraldi, M. (2004), « *Marseille: l'attractivité par la gentrification?* », *Pouvoirs locaux*, 61, pp. 118-124.

Pontusson, J. (1992), *The Limits of Social Democracy. Investment Politics in Sweden*, Cornell University Press, Londres.

Putnam, R. (2000), *Bowling alone. The collapse and revival of American community*, Simon and Schuster, New York.

Rogerson, R. (1999), « Quality of life and city competitiveness », *Urban Studies*, 36, 5-6, pp. 969-985.

Rousseau, M. (2008a), « “Bringing politics back in”: la gentrification comme politique de développement urbain? », *Espaces et Sociétés*, 132-133, pp. 75-90.

Rousseau, M. (2008b), « Richard Florida in Saint-Étienne ? Sociologie de la “classe créative” stéphanoise », *Annales de la recherche urbaine*, 105, pp. 112-119.

Rousseau, M. (2008c), « The two steps of urban entrepreneurialism. Periodizing urban regeneration in French and British shrinking cities », *Communication au congrès du RC 21 (Sociology of Urban and Regional Development)*, International Sociological Association, Tokyo, décembre.

Rousseau, M. (2009, à paraître), « Re-imagining the city centre for the middle classes. Regeneration, gentrification and symbolic places in “loser cities” », *International Journal of Urban and Regional Research*.

Stone, C. (1989), *Regime politics: Governing Atlanta 1946-1988*, University Press of Kansas, Lawrence.

Towers, G. (2000), *Shelter is not enough. Transforming multi-storey housing*, Policy Press, Bristol.

Uitermark, J. et Kleinhans, R. (2007), « Gentrification as a governmental strategy : social control and social cohesion in Hoogvliet, Rotterdam », *Environment and Planning A*, **39**, 1, pp. 125-141.

Wacquant, L. (2004), *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Agone, Marseille.

Wirth, L. (1992) [1938], « Le phénomène urbain comme mode de vie », in Thierry Paquot et Marcel Roncayolo (dir.), *Villes et civilisation urbaine*, Larousse, Paris.

Zukin, S. (1998), « Urban lifestyles: Diversity and standardisation in spaces of consumption », *Urban Studies*, **35**, 5-6, 1998, pp. 825-839.